

CONFERENCE REGIONALE CERAO AFRIQUE FRANCOPHONE
SUR L'ACCES A LA TERRE

**DISCOURS D'OUVERTURE DE MGR JOSEPH SPITERI,
NONCE APOSTOLIQUE EN COTE D'IVOIRE**

(Abidjan-CERAO, le mardi 20 novembre 2017)

Excellence Mgr Alexis TOUABLI YOULO, Deuxième Vice-Président de la Conférence Episcopale Régionale de l'Afrique de l'Ouest, Représentant le Président S.E. Mgr Ignatius KAIGAMA,

Excellence Mgr Lucius UGORJI, Président de la Commission Justice et Paix de la CERAO-RECOWA,

Excellences Messieurs les Archevêques et Evêques ici présents,

Monsieur le Colonel MÉ Kouamé Martial, Représentant Monsieur le Ministre des Eaux et Forêts de la République de Côte d'Ivoire,

Madame Kadidja KONE et Madame Claire QUENUM,

Révérands Pères, Révérendes Sœurs, Mesdames et Messieurs.

Je suis très heureux d'être ici avec vous, dans ce Centre d'Animation Pastorale de la CERAO, pour la tenue de la Conférence Régionale Afrique Francophone autour du thème : « *Accaparement des terres en Afrique Francophone : Identifier et promouvoir des solutions endogènes pour s'en sortir* ».

Je voudrais, de prime abord, saluer respectueusement Son Excellence Mgr Alexis TOUABLI YOULO, qui doublement représente le Président de la RECOWA/CERAO, Son Excellence Mgr Ignatius KAIGAMA, et la Conférence des Evêques Catholiques de Côte d'Ivoire.

Mes salutations déférentes vont au Colonel MÉ Kouamé Martial, Représentant Monsieur le Ministre des Eaux et Forêts de la République de Côte d'Ivoire, dont la présence témoigne de la volonté du Gouvernement à s'impliquer, avec ses différents partenaires, à résorber la crise de l'accaparement des terres, qui menace toute la Sous-région.

J'adresse mes fraternelles salutations à Vous tous, chers participants.

Le défi indiqué par cette Conférence nous appelle à *examiner* en profondeur la réalité autour de nous, pour *prendre* les actions nécessaires : il faut savoir voir ; il faut savoir agir.

Il faut savoir voir

La question est plus que d'actualité, elle est grave. Le Dr. Akinwumi ADESINA, Président du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), relevait que l'Afrique possède soixante-cinq pour cent (65%) des terres arables de la planète, avec soixante pour cent (60%) des terres arables inexploitées dans sa partie sub-saharienne. Ce qui est énorme, vue la raréfaction de terres arables sur les autres continents, jointe à la forte demande de consommations de leurs populations.

On assiste alors à un véritable *rush* sur la terre en Afrique. Aujourd'hui, l'agriculture est devenue, sans doute, source de création d'emplois, de richesses et de développement durable et inclusif. Les technologies agricoles arrivent plus facilement à la disposition des agriculteurs africains. Il y a aussi des retombées positives en faveur des certains zones rurales.

Cependant, nous devons nous poser toujours la question : à quel prix ? C'est-à-dire : est-ce que tout est fait en parfaite justice ; qui gagne plus ; quelles différences y'a-t-il entre les Pays francophones en Afrique face à ce problème ? Ou encore, quelle est la réalité sociale, nationale et régionale, concernant ce grave défi ?

Les invasions de terres, par exemple, augmentent les problèmes fonciers et les heurts entre les communautés autochtones et allogènes. La prolifération des campements d'« agriculteurs », souvent anarchiques, crée le problème de milliers d'enfants sans certificats de naissance, sans assistance sanitaire et sans possibilité d'éducation. On ne peut pas oublier le choix pour un type de plantations – par exemple de palmiers à huile ou d'hévéas – au lieu de la culture alimentaire pour la population.

En plus, on assiste à l'accaparement des terres par des grandes entreprises. La récente étude « *Touche pas à ma terre, c'est ma vie* », diligentée par l'*Institut Africain pour le Développement Economique et Social* (INADES) en 2013, donne de voir les pays francophones les plus concernés par ce phénomène. De cela résulte une désappropriation des populations locales sans leur avis (61% des personnes interrogées affirment ne pas avoir été consultées lors de la vente de leurs terres), un accroissement de la pauvreté et inévitablement des conflits, sans parler des flux migratoires de jeunes désemparés vers des lendemains rêvés.

Le très grave problème, enfin, de la destruction des forêts, même dans des parcs nationaux. Comment trouver et maintenir une cohabitation harmonieuse entre agriculture et forêt, au bénéfice de la population et sauvegarder notre « maison commune » pour les futures générations, ainsi qu'en vue de contribuer à l'atténuation des effets du changement climatique ?

Il faut savoir agir

Le Pape François, dans son récent Discours à la FAO, lors de la célébration de la Journée Mondiale de l'Alimentation, le 16 octobre dernier, a affirmé avec force : « Face à tout cela, nous pouvons et nous devons changer de direction ». (*Discours pour la Journée Mondiale de l'Alimentation*, Siège de la FAO, Rome, 16 oct. 2017, n. 3a ; cf. Lettre Encyclique *Laudato si'* nn. 53, 61, 163 et 202).

Et il précisa : « Il est donc urgent de trouver de nouvelles voies pour transformer les possibilités dont nous disposons en une garantie qui permette à chacun de regarder l'avenir avec une confiance fondée, et pas seulement avec quelques désirs. » (*Id.* n. 1c)

Depuis la Conférence de Limuru au Kenya, les Évêques anglophones en Afrique ont entrepris diverses actions pour interpeller les consciences et susciter des réactions face à cet appauvrissement humain et social, pour éviter que nous tombions dans le péché de l'indifférence.

Le Pape François, dans son homélie pour la première Journée Mondiales des Pauvres, célébré ce dimanche dernier, a souligné : « L'omission est aussi le grand péché par rapport aux pauvres. Ici, elle prend un nom précis: indifférence. C'est dire: "Cela ne me regarde pas, ce n'est pas mon affaire, c'est la faute de la société". C'est se tourner de l'autre côté quand le frère est dans le besoin, c'est changer de chaîne dès qu'une question sérieuse nous gêne, c'est aussi s'indigner devant le mal sans rien faire. Dieu, cependant ne nous demandera pas si nous avons eu une juste indignation, mais si nous avons fait du bien » (Homélie 33^{ème} dimanche Ord., 19.11.2017).

Je voudrais donc attirer notre attention sur notre rôle d'Eglise en Afrique Francophone qui doit être éducationnel, de collaboration et aussi de soutien et proactif.

L'Eglise a un devoir de formation humaine, donc éducationnel dans le sens le plus intégral, vis-à-vis des populations, surtout envers celles qui bradent elles-mêmes et à de vils prix leurs propres terres, les terres de leurs ancêtres. Notre rôle doit être aussi collaborateur avec les gouvernements de nos différents Etats, de même qu'avec les Elus à tous les niveaux et avec les Institutions étatiques, pour qu'ils veillent à garantir une survie des peuples, qui sans la terre deviennent malheureusement errants, affamés et, des fois, migrants. Nous devrions, enfin, mener des actions concrètes en faveur des plus démunis, pour leur assurer les moyens nécessaires pour un développement humain durable.

Comme bien nous le savons, nombre de nos pays vivent de l'agriculture, leurs économies reposent parfois sur l'agriculture. Nous ne pouvons pas être spectateurs sinon promoteurs d'actions favorisant le bien des peuples et la conservation de la terre, sans un enfermement sur soi, sans un accaparement du bien d'autrui.

Dans son Discours à la FAO d'octobre dernier, le Pape François insistait : « Les initiatives mises en œuvre sont nombreuses et louables. Cependant, elles ne suffisent pas; il est nécessaire et urgent de continuer à faire des efforts et à financer des programmes pour affronter de manière encore plus efficace et prometteuse la faim et la misère structurelle. Mais si l'objectif est de favoriser une agriculture qui produise en fonction des exigences effectives d'un pays, alors il n'est pas licite de soustraire les terres cultivables à la population, en laissant le land grabbing (l'accaparement des terres) continuer à faire des profits, peut-être avec la complicité de ceux qui sont appelés à veiller à l'intérêt du peuple. Il faut éloigner les tentations d'agir au profit de groupes restreints de la population, ainsi que d'utiliser les apports extérieurs de manière inadaptée, en favorisant la corruption, ou en l'absence de légalité. » (*Discours pour la Journée Mondiale de l'Alimentation, Siège de la FAO, Rome, 16 oct. 2017, n. 4c*)

Je vous souhaite une Conférence fructueuse. Que la lumière de l'Esprit Saint vous aide à identifier les soucis réels de nos frères et sœurs dans nos Pays francophones en Afrique. Et que la charité fraternelle vous donne la force nécessaire pour établir des projets au profit des populations et de notre maison commune, selon les besoins particuliers de chacun de nos Pays.

Tout en vous transmettant les Salutations et les Bénédiction de Notre Saint-Père, le Pape François, je souhaite plein succès à vos travaux. Aussi, je déclare ouverte la Conférence Régionale Afrique Francophone sur l'accès à la terre.

Que Dieu vous bénisse. Je vous remercie !

✠ Joseph SPITERI
Archevêque titulaire de Serta
Nonce Apostolique